

**Accord paritaire
du 12 décembre 2024
application au 1er janvier 2025
ouvriers du bâtiment
de Savoie**

ENTRE LES SOUSSIGNES

- La CAPEB de la Savoie
- La FEDERATION BTP SAVOIE

D'UNE PART

Et,

- Le Syndicat CFDT Construction et Bois de la Savoie
- Le Syndicat CFTC
- Le Syndicat BTP Force Ouvrière Région Auvergne Rhône-Alpes
- Le Syndicat UNSA

D'AUTRE PART,

Les parties déclarent avoir expressément disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes de cet accord paritaire,

En application des articles VIII-11 et suivants du chapitre I du titre VIII des Conventions Collectives Nationales des Ouvriers du Bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 février 1991 et 12 février 1991 concernant d'une part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises non visées par le décret du 1er mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés) et d'autre part les ouvriers du bâtiment employés dans les entreprises visées par le décret du 1er mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés);

Suivant l'article VIII-13 de la Convention Collective Nationale des Ouvriers du bâtiment du 8 octobre 1990, la détermination des indemnités de petits déplacements se fonde sur un système de cinq zones circulaires concentriques dont les circonférences sont distantes entre elles de 10 kilomètres mesurés à « vol d'oiseau ».

Afin de tenir compte de la particularité géographique montagneuse du département de la Savoie, le présent accord prévoit l'adaptation suivante de la règle de base susmentionnée :

Lorsque le kilométrage réel, entre le siège de l'entreprise et le chantier, excède la valeur kilométrique « à vol d'oiseau », le tarif appliqué sera celui de la zone concentrique correspondant à la prise en compte de ce kilométrage réel.

Ce kilométrage réel est calculé sur un trajet routier empruntant des voies carrossables avec revêtement, à l'exclusion du réseau autoroutier.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1 : Indemnités de repas / prime de panier

Elle est destinée à indemniser le supplément de frais occasionnés par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle.

Elle est fixée à compter du 1er janvier 2025 à **12.03** €uros.

Article 2 : Indemnités de transport et de trajet :

Suivant les dispositions conventionnelles, bénéficiant des indemnités de petits déplacements les ouvriers non sédentaires du bâtiment pour les petits déplacements qu'ils effectuent quotidiennement pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir, à la fin de la journée. Il est ainsi convenu de revaloriser de **0.68 %** les montants des indemnités de transport au 1^{er} janvier 2025, soit :

Transport

Zone 1	4.31
Zone 2	8.63
Zone 3	12.94
Zone 4	17.26
Zone 5	21.57

Il est par ailleurs convenu de revaloriser de 0.63% les montants des indemnités de trajet au 1^{er} janvier 2025,

Soit :

Trajet

Zone 1	1.95
Zone 2	3.79
Zone 3	5.85
Zone 4	7.60
Zone 5	9.55

Article 3 : Clause de revoyure

Compte tenu des modalités mises en place pour la détermination des indemnités de petits déplacement prévues par l'article 2 du présent accord, les parties conviennent de rouvrir des négociations concernant l'augmentation du montant de ces indemnités en début d'année 2026 au plus tard.

Article 4 : Dispositions spécifiques

En complément de ces éléments et au regard des exigences posées par l'article L2261-23-1 du Code du travail, les parties signataires du présent accord certifient que compte tenu de la structure des entreprises de la branche, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés concernant le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du Bâtiment tel que déterminé dans le département de la Savoie.

Article 5 : Dépôt

Le présent accord sera déposé après expiration du délai d'opposition en vigueur, en deux exemplaires, une version papier et une version électronique à la Direction Générale du Travail, Dépôt des accords collectifs, 39/43 quai André Citroën, 75902 PARIS Cedex 15, conformément à l'article D2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du Greffe du

Conseil des Prud'hommes de Chambéry.

Article 6 : Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au Ministère chargé du Travail conformément aux dispositions des articles L2261-15 et suivants du code du travail.

Article 7: Adhésion à l'Accord

Toute organisation syndicale non-signataire du présent accord collectif départemental pourra y adhérer conformément à l'article L2261-3 du code du travail.

Le présent accord est établi en 10 exemplaires, les parties reconnaissant en avoir reçu chacune un.

A Chambéry, le 12 décembre 2024

Pour le champ de compétence des entreprises de moins de 10 salariés

Pour la Fédération BTP Savoie

Pour la CAPEB Savoie

Pour Le Syndicat BTP Force Ouvrière Région Auvergne Rhône-Alpes

Pour la CFDT Construction et Bois de la Savoie

Pour l'UNSA

Pour le champ de compétence des entreprises de plus de 10 salariés

Pour la Fédération BTP Savoie

Pour la CAPEB Savoie

Pour le Syndicat BTP Force Ouvrière Région Auvergne Rhône-Alpes

Pour la CFDT Construction et Bois de la Savoie

Pour la CFTC